

# Les accords de libre-échange divisent

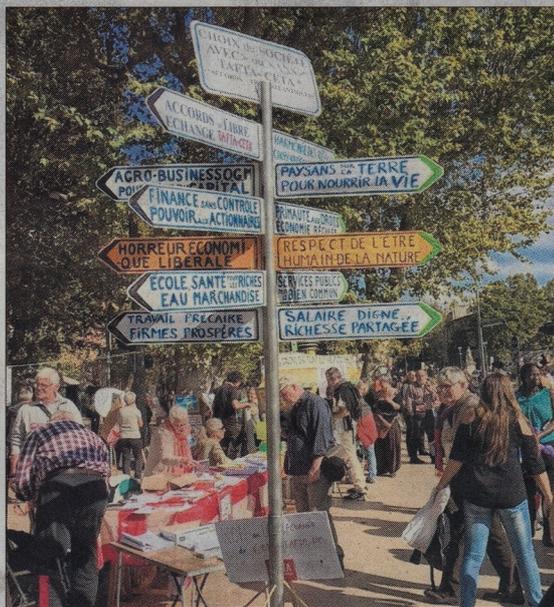
Plusieurs centaines de personnes ont manifesté ce week-end pour dénoncer le traité de libre-échange Ceta

**C**eta et Tafta, nous n'en voulons pas!" Voici le slogan martelé par des centaines de manifestants samedi après-midi aux Allées Provençales. Les collectifs stop Tafta/Ceta de la région Paca et du Gard étaient réunis à l'occasion d'une journée de protestation nationale contre les deux traités de libre-échange.

Alors que des familles se baladent ou font leur shopping sous un soleil d'une douceur exceptionnelle pour la saison, certains se retrouvent noyés dans le flot de militants postés vers la Rotonde. Pancartes, tracts et affiches multicolores jonchent les Allées. Les organisateurs multiplient les formes de protestation : stands d'information, sketches, performances, discours, et même concert de percussions sur casseroles, tout est bon pour faire passer le message.

## "Le peuple est au courant des enjeux"

Mobilisés depuis des mois contre ces deux textes, les associations et collectivités territoriales réunies souhaitent informer et sensibiliser les citoyens sur leurs impacts s'ils sont ratifiés. "Nous voulons leur montrer en quoi cela changerait leur quotidien, c'est pourquoi nous avons fait des stands thématiques : culture, climat, commerce équitable, démocratie... les gens vont voir les secteurs qui les concernent ou qu'ils pensent primordiaux à conserver" explique Dominique Fonsèque, membre d'Attac Aix. "L'autre but, c'est de montrer que le peuple est au courant des enjeux et



"La lutte n'est jamais finie" ont martelé les collectifs Stop Tafta/Ceta de la région Paca et du Gard.

/PHOTO L.V.

qu'il n'est pas d'accord avec le traité". Pour ce faire, ils ont mis à disposition du public une pétition anti-Ceta que de nombreux manifestants ont signé.

Toutes ces manifestations ce week-end en France et même dans quelques villes espagnoles n'ont pas été planifiées à cette date au hasard. En effet, le 18 octobre, le Ceta sera approuvé ou non par le Conseil des ministres de l'Union Européenne, première grande échéance dans la ratification du traité. Les manifestants comptent sur l'Autriche et la Belgique qui se sont montrés sceptiques et qui

pourraient voter contre, ce qui bloquerait cette première étape de validation car le traité sera accepté uniquement s'il est voté à l'unanimité. Cela constituerait une première victoire pour le collectif, qui dit vouloir "se mobiliser jusqu'au bout".

Loris VOYER

Le collectif Stop Tafta organise une conférence-débat avec Amélie Canonne, présidente de l'Association internationale des techniciens, experts et chercheurs, "Enjeux, controverses et résistances", ce soir, à 18 h 15, à l'Institut d'études politiques, 25, rue Gaston-de-Saporta.